

Rwasa : "Nous avons tous le droit de faire de la politique en tant que Burundais"

RFI, 09-05-2014 Burundi : l'appel du gouvernement aux partis politiques «reconnus» Au Burundi, le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana, a réuni cette semaine les partis politiques qu'il reconnaît et les autorités locales. L'objectif d'un appel à ces dernières pour qu'elles facilitent la préparation des élections sur le terrain. Une réunion d'apaisement ne convainc pas tout le monde. Pour Agathon Rwasa (photo), président de la branche des Forces nationales de libération (FNL) non reconnue par les autorités, cette réunion est un trompe-l'œil : «C'est tromper les gens, parce que si vers des élections, il faut que tout le monde soit inclus. Pourquoi alors le ministre nous invite toujours ? Qu'il y ait des gens légaux, tant mieux. Mais tout au moins, nous avons tous le droit de faire de la politique en tant que citoyens burundais».

Chauvineau Mugwengezo, lui non plus, n'est pas invité. Il est le président de l'Union pour la Paix et le Développement (UPD), d'une faction aussi non reconnue par le gouvernement : «Nous sommes, aujourd'hui plus qu'hier, en mesure de participer aux élections. Nous n'allons pas leur laisser ce grand boulevard comme ce fut le cas en 2010. En dépit des obstacles qu'on nous tend, ça et là, nous sommes engagés à le faire». Troisième grand absent : Charles Nditije, président de la branche non reconnue de l'Union pour le progrès national (Uprona). Mais pour le ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, ces personnalités n'avaient pas leur place dans la réunion : «Lorsque vous n'êtes pas reconnus par le ministre de l'Intérieur, lorsque vous n'êtes pas reconnus par la loi, la réunion ne les concernait pas. Ceux-là ne sont concernés par les recommandations que nous avons formulées auprès de nos administrateurs communaux, parce que nous leur avons demandé d'utiliser des prérogatives pour laisser les partis politiques travailler en toute quiétude». «L'absence de toute quiétude, la condition d'être reconnus, mais, précise le ministre dans le respect de la loi». L'opposition dénonce des tentatives d'intimidation de la part du pouvoir. L'opposant Charles Nditije, le président de la branche de l'Uprona qui n'est pas reconnue par le gouvernement, dénonce un harcèlement des autorités lors d'un déplacement d'un week-end de semaine dans les provinces de Rutana et de Gitega. Le député souhaitait rencontrer certains de ses militants. Charles Nditije estime que ce qu'il qualifie d'acte d'intimidation de la part des services de l'Etat est dû à des actions menées jusque-là à son encontre pour tenter de le couper de sa base. «Lundi dans l'après-midi, je me suis dirigé vers le chef-lieu de la province de Rutana. Je suis allé vers la permanence du parti Uprona, où j'ai vu qu'il n'y avait pas les militaires, comme je les attendais», a déclaré Charles Nditije, responsable de l'Uprona. Le ministre de l'Intérieur dément ces informations. Edouard Nduwimana demande au député Charles Nditije de s'adresser - à l'avenir - directement aux services compétents plutôt qu'aux médias, s'il estime floué dans ses droits. «Je crois que plutôt que dans les médias, il aurait dû saisir les services compétents», rétorque Edouard Nduwimana ministre burundais de l'Intérieur.